

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20230623-3885A-DE-1-1
Date de télétransmission : 27/06/2023
Date de réception préfecture : 27/06/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 23 JUIN 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame
ROSSIGNOL.

**ETAPLES Convention fixant les modalités de participation financière entre
la ville d'Etaples et Pas-de-Calais habitat relative à des travaux
d'aménagement paysager**

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I- CONTEXTE

Suite à la signature de l'avenant à la convention TFPB 2023 avec la commune d'Etaples le 21 décembre 2022, il a été convenu avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des travaux d'aménagement paysager.

Ce projet vise à répondre à une sollicitation formulée par les habitants, afin qu'un travail soit effectué sur les espaces verts jouxtant des voiries rétrocédées à la commune, situées rue de la Pierre-Trouée, avenue du Mont Levin et résidence Bretagne Charente.

Au vu des éléments proposés et après avoir en délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à signer la convention fixant les modalités de participation entre la ville d'Etaples et Pas-de-Calais habitat
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, au versement de la participation financière s'élevant à 42 902 euros TTC à la commune d'Etaples après signature de la convention

Décision adoptée à l'unanimité

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES
DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE
LA VILLE D'ETAPLES
ET PAS-DE-CALAIS HABITAT**

PARTICIPATION AU PROJET D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER SUR LES ESPACES VERTS
JOXTANT DES VOIRIES RÉTROCEDÉES

Entre les soussignés,

LA VILLE D'ETAPLES, sise 1, Place du Général de Gaulle – 62630 ETAPLES-SUR-MER, représentée par Monsieur Franck TINDILLER, Maire, agissant en cette qualité et dûment autorisé en vertu d'une décision du Conseil Municipal en date du 21 novembre 2022,

Désignée ci-après par la « **Commune** »

D'une part,

Et,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, établissement public industriel et commercial, dont le siège social est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, identifié sous le numéro SIREN 344077672, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, et représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, agissant en cette qualité en vertu d'une décision du conseil d'administration en date du 20 décembre 2019,

Désignée ci-après par « **L'O.P.H.** »,

De seconde part,

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir la participation financière de PAS-DE-CALAIS HABITAT en faveur de la commune d'Etaples en raison de l'engagement pris lors de la signature de l'avenant à la convention T.F.P.B. 2023 signé le 21 décembre 2022 par le sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer.

Cette participation a pour but de co-financer le projet d'aménagement paysager des espaces verts jouxtant des voiries rétrocédées à la commune.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Désignation du projet : travaux d'aménagement paysager
2. Lieu de l'opération : Commune d'Etaples
3. Secteur : rue de la Pierre-Trouée / avenue du Mont Levin / résidence Bretagne Charente
4. Montant de la participation : 42 902 euros TTC (quarante deux mille neuf cent deux euros TTC)
5. Porteur du projet : Ville d'Etaples
6. La réalisation sera sous la responsabilité exclusive de la commune

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE PARTICIPATION

La participation financière de 42 902 euros TTC (quarante deux mille neuf cent deux euros TTC) sera versée à la commune d'Etaples à hauteur de 50% à la commande et le solde de 50% à réception de la facture et sur justificatifs de paiement de la commune auprès des entreprises intervenantes, et ce avant le 31 décembre 2023.

La commune accepte la participation financière dans les conditions fixées par la présente convention et s'engage à l'utiliser dans le cadre du financement du projet d'aménagement paysager des espaces verts sis rue de la Pierre-Trouée / avenue du Mont Levin / résidence Bretagne Charente à Etaples.

Le montant de cette participation est ferme et définitif et ne sera pas modifié en fonction du coût définitif du projet d'aménagement.

Les versements seront effectués sur le compte de la commune d'Etaples, dont le compte est domicilié à la Trésorerie de Montreuil-sur-Mer :

R.I.B. : 30001 00152 E6280000000 10
IBAN : FR90 3000 1001 52E6 2800 0000 010
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des travaux objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur usage et leur entretien.

ARTICLE 5 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

ARTICLE 6 – CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 7 – RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Arras,
En deux exemplaires, le

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT
Le Directeur Général

Bruno FONTALIRAND

Pour la Ville d'Etaples
Le Maire

Franck TINDILLER



MAIRIE DE ETAPLES

A l'attention de SERVICES TECHNIQUES
Place du General de Gaulle
62630 ETAPLES

Devis N°: 23050409

Affaire suivie par : EDOUARD GOSSEY

Coudekerque Branche, le 11 mai 2023

AMENAGEMENTS PAYSAGERS SECTEUR DE LA PIERRE TROUEE

N°	Désignation	U	Qté	P.U.	Montant H.T.
1	Installation de chantier	Forfait	1	650,00	650,00 €
2	Préparation de sol	m²	2 375	1,80	4 275,00 €
3	Amendement organique	m²	2 375	0,15	356,25 €
4	Engazonnement y compris première tonte	m²	2 375	1,30	3 087,50 €
5	Réalisation de fosses de plantations 1.5 x 1.5 x 1.5	unit	28	130,00	3 640,00 €
6	Plantations d'arbres 16/18	Unité	28	470,00	13 160,00 €
7	Tuteurage bipode	Unité	28	74,00	2 072,00 €
8	Fourniture et pose de voliges bois	ml	145	18,00	2 610,00 €
9	Réalisation d'un massif arbustif comprenant arbustes, vivaces et graminées 3u/m2 / C3L	m²	390	21,50	8 385,00 €
10	Fourniture et pose de toile de plantation	m²	390	3,60	1 404,00 €
11	Fourniture et mise en oeuvre de plaquettes forestières sur 0.10 m	m²	390	8,50	3 315,00 €

Total H.T. 42 954,75 €

T.V.A. 20% 8 590,95 €

Total TTC 51 545,70 €

Lieu d'intervention : ETAPLES

Signature du client

Pour l'entreprise


PLAETEVOET
sport & paysages
87 route de Steendam
59210 Coudekerque-Branche
S.A.S au capital de 128 500 € - SIRET: 350 584 991 00011 - CODE NAF : 81 30Z - TVA FR 87350584 991 - www.plaetevoet.fr
N°1 88 9138

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

I – FORMATION DU CONTRAT :

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière du client aux présentes conditions de vente, sous réserve de toutes dispositions contraires contradictoirement acceptées.

Les devis, études, plans et documents de toute nature remis ou renvoyés au client restent notre propriété. Leur utilisation ou exécution même partielle, nous donne droit de facturer des honoraires.

Les travaux supplémentaires donneront lieu à la rédaction d'un avenant signé par les deux parties.

Les commandes ne sont considérées comme définitives qu'après signature et approbation du devis et confirmation de notre part. Notre défaut de confirmation sous huit jours entraîne notre acceptation de la commande.

II – PRIX :

Tout devis n'est valable que pour une durée de 3 mois à compter de son établissement. Passé ce délai, tous les prix qu'il comporte seront révisés selon les formules en usage dans la profession.

Sauf forfait expressément mentionné, les prix sont établis sur la base d'un métré estimatif. En fin de travaux, un métré sera établi pour la facturation définitive. En cas de forfait, les travaux seront facturés dans leur intégralité selon le devis.

Les prix donnés ne pourront pas être dissociés des quantités prévues, les prix du devis étant calculés en fonction de l'ensemble du chantier. Dans le cas où les quantités commandées par le client seraient différentes, l'entreprise pourra fournir un nouveau devis.

III – EXECUTION DES TRAVAUX :

Indépendamment des reports liés aux conditions climatiques ou aux autres corps de métiers concernés par le chantier, en cas de non respect des délais d'exécution il vous est de droit de nous réclamer des pénalités de retard à raison de 0.1/1000 du montant total hors taxes de l'ensemble des travaux par jour calendaire.

Le transfert des risques s'opère dès la livraison sur le chantier des végétaux, matériaux et fournitures au client qui en assure dès cet instant la garde juridique.

Lorsque les travaux demandés par un client nécessitent la demande d'autorisations, soit en vertu des règles d'urbanisme, soit en vertu des règlements de copropriété, soit par mesure de sécurité, il appartient au client de remplir les formalités sous sa responsabilité. Le client s'engage à remettre à l'entrepreneur, avant les travaux, les plans de réseaux et ouvrages enterrés. Pour tous dégâts causés aux ouvrages enterrés non ou mal signalés, l'entrepreneur dégage toute responsabilité.

Lors de l'établissement du devis, l'entrepreneur tiendra compte de la nature et de l'état du sol naturel et prescrira les travaux et les apports nécessaires, selon lui, à une bonne exécution et un bon résultat des plantations. Dans le cas où la préparation des sols et l'apport de terre végétale ne seraient pas à sa charge, l'entrepreneur émettra les réserves d'usage si la qualité des terres apportées ne lui semble pas convenir pour les plantations prévues. Il peut se produire qu'au cours des travaux de préparation des sols qu'il pouvait laisser prévoir par exemple fondations anciennes, canalisations ne figurant pas sur les plans de recollement, sources à capter, roches importantes, terres impropres à la culture, souches d'arbres, couches graveleuses, etc...

Dans ce cas, l'entrepreneur effectuera, aux frais de son client, les apports de terre végétale et les amendements rendus indispensables ainsi que toutes réparations rendues nécessaires par les circonstances.

IV – RECEPTION DES TRAVAUX :

Dans un délai de 15 jours après réception du dernier mémoire ou en l'absence de réclamation formulée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception 15 jours après la fin effective des travaux, les travaux seront considérés comme achevés dans les règles de l'art, conformément à la commande et impliqueront le solde définitif des factures.

V – CONDITION DE REGLEMENT :

Les paiements sont effectués nets par chèque à réception sur présentation de la facture ou situation. Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé. Tous les végétaux, matériaux et fournitures restent notre entière propriété jusqu'à complet paiement, le client étant réputé avoir accepté expressément cette clause de réserve, conformément à la loi du 12 mai 1980.

Un acompte de 30% du montant du devis est exigible à l'acceptation de la commande.

Si la durée du chantier est supérieure à un mois, des situations mensuelles seront établies sur la base des travaux exécutés pour le mois considéré. Ces facturations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire pour permettre le règlement des acomptes. En fin de chantier, une facture définitive et récapitulative sera établie et servira de base au règlement définitif.

Pour satisfaire à la loi n° 92- 1442 du 31 décembre. L'acheteur sera de plein droit, redevable sur les sommes impayées d'intérêts pour retard de paiement égaux à une fois et demie le taux de l'intérêt légal en vigueur le premier jour de l'exigibilité de ces sommes et ce, sur le montant T.T.C des sommes restant dues. Toute somme non payée à son échéance entraîne, de plein droit, sans qu'il soit besoin de mise en demeure :

- L'exigibilité de la totalité de nos créances même échues.
- L'arrêt immédiat de toutes livraisons et de tous travaux jusqu'à complet paiement.
- L'annulation de toutes les garanties.

Enfin, dans ce cas, nous pourrions résilier le marché par l'envoi d'une simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

VI – GARANTIE DE REPRISE ET RESPONSABILITES :

Aucune garantie de reprise ne peut être demandée si nous ne fournissons pas les végétaux. La garantie de reprise s'applique de plein droit, une fois les factures entièrement soldées.

Deux cas sont à considérer :

a) L'entrepreneur a la charge de l'entretien :

L'entrepreneur réalise alors les différentes prestations prévues dans un contrat ou un marché qui fixent la durée de la période de garantie et les prix appliqués. Dans ce cas, les végétaux morts pendant la période de garantie sont systématiquement remplacés aux frais de l'entreprise. Ce remplacement comprend la fourniture d'un végétal de même espèce et de même force, ainsi que les frais de main-d'œuvre occasionnés par la plantation. Néanmoins, lorsque la mort du végétal surviendra du fait de vandalisme, vols ou d'une manière générale de toutes dégradations accidentelles causées par des personnes, des objets ou des animaux ou bien par suite de phénomènes atmosphériques exceptionnels tels que gel important, grêle, vents violents, l'entrepreneur ne sera pas tenu pour responsable et fera connaître au client, dans les meilleurs délais, la nature et l'importance des dégâts échappant à sa responsabilité.

b) L'entrepreneur n'a pas la charge de l'entretien :

Le client est alors responsable de l'entretien qu'il s'agisse de plantations ou de semis de gazon. L'entrepreneur s'engage alors à remplacer les végétaux morts par suite de la transplantation, à l'exclusion de toutes autres causes. Cette garantie ne s'applique que pendant le premier cycle végétatif.

Toutefois, si au cours des visites de contrôle, l'entrepreneur constate que le client n'effectue pas ou n'effectue que partiellement, les opérations d'entretien les plus indispensables, il se réserve le droit d'annuler la garantie. Le client, prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception, ne pourra prétendre à aucun remplacement.

Dans les deux cas, le remplacement des végétaux morts ne conduira pas la garantie, l'entrepreneur ne devant le remplacement qu'une seule fois.

VII – LITIGES :

En cas de contestation ou de litige né de l'application des présentes conditions générales, les parties conviennent expressément de rechercher un arrangement amiable pour mettre fin à leur différend. En cas de désaccord persistant, seul les tribunaux du lieu de l'exécution du contrat de vente ou de prestations seront compétents pour juger le litige, même en cas de pluralité de demandeurs.